

Evry-Courcouronnes, le **16 SEP. 2024**

Unité départementale de l'Essonne  
Cité Administrative  
Boulevard de France  
91010 EVRY-COURCOURONNES Cedex

## RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Visite d'inspection du 18/06/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DREAM FRANCE ADVISORS - 6 rue du Poitou 91220 BRÉTIGNY-SUR-ORGE

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2024 dans l'établissement DREAM FRANCE ADVISORS implanté 6 rue du Poitou ZI de la Desserte Industrielle 91220 Brétigny-sur-Orge. L'inspection a été annoncée le 23/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection est inscrite dans le cadre du programme d'inspection annuel.

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DREAM FRANCE ADVISORS
- 6 rue du Poitou ZI de la Desserte Industrielle 91220 Brétigny-sur-Orge
- Code AIOT : 0006503781
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entrepôt de Brétigny-sur-Orge fournit les supermarchés AUCHAN situés au Sud de l'Île-de-France et sur une grande région Ouest en produits secs dont l'alimentaire, la droguerie et l'hygiène. Sont réunis tous les formats du commerce alimentaire à savoir hypermarchés, supermarchés, proximité, drive et e-commerce.

L'entrepôt est composé de 3 cellules de stockage de produits combustibles et une cellule de produits de stockage de produits dangereux. Cette dernière cellule est utilisée actuellement pour le stockage temporaire de palettes bois.

L'entrepôt comprend un local de charge d'accumulateurs.

L'entrepôt comprend un auvent couvert pour le stockage de palettes (volume maximal de stockage de 1 700 m<sup>3</sup>).

Ci-après le rôle des différentes sociétés impliquées :

- DREAM FRANCE ADVISORS : nouveau propriétaire du site ;
- STAM : Gestionnaire pour le compte de DREAM FRANCE ADVISORS ;
- AUCHAN RETAIL LOGISTIQUE : locataire ;
- ID LOGISTICS : prestataire logistique pour le compte d'AUCHAN RETAIL FRANCE ;
- ENVIRONNANCE : Conseil ICPE pour le compte de DREAM FRANCE ADVISORS.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative de l'établissement ;
- Suites données à la visite d'inspection du 28/02/2017 ;
- Arrêté préfectoral du 06/06/2017.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...



Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>1</sup>	Proposition de délais
2	Réseaux séparatifs	Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe III > Article 3	Lettre de suite préfectorale	6 mois
7	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe VII > Article 1	Lettre de suite préfectorale	6 mois
16	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > Article 1.6.1	Lettre de suite préfectorale	6 mois
18	Matières dangereuses – Aérosols	Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe II > Article 5	Lettre de suite préfectorale	3 mois
19	Convention de rejets	Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe III > Article 7	Lettre de suite préfectorale	6 mois
20	Confinement des eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe III > Article 8	Lettre de suite préfectorale	3 mois
21	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe VII > Article 10	Lettre de suite préfectorale	3 mois
22	Moyens de lutte	Arrêté Préfectoral du	Lettre de suite préfectorale	3 mois

<sup>1</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais
	contre l'incendie	02/04/1993, article Annexe VII > Article 11		
23	Maintenance et Vérification	Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe VII > Article 12	Lettre de suite préfectorale	3 mois
25	Stockage de palettes	Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe VII > Article 17	Lettre de suite préfectorale	3 mois
26	Bénéfice d'antériorité 1510	Décret du 24/09/2020, article Notice	Lettre de suite préfectorale	3 mois
27	Bénéfice d'antériorité 2910	Décret du 03/08/2018, article Notice	Lettre de suite préfectorale	3 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Accidents / Incidents	Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe I > Article 3
3	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe III > Article 7
4	Sprinkleur – Conformité	Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe VII > Article 10
5	Installations de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
6	Vérifications des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe VII > Article 7
8	Murs coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe VII > Article 2
9	Produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe III > Article 1
10	Atelier de charge d'accumulateurs	Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe VIII > Article 4
11	Permis de feu	Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe VII > Article 15
12	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > Article 1.4
13	Quantités stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > Article 1.1
14	Bâche incendie	Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe VII > Article 10
15	Voie engins	Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe II > Article 2
17	Alarme	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > Article 12
24	Stockage des bouteilles de gaz	Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe VII > Article 16

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est propre à l'extérieur et à l'intérieur.

L'exploitant a mis en œuvre la majorité des actions correctives pour remédier aux non-conformités



ayant fait l'objet de la précédente inspection. Toutefois, il reste quelques non-conformités à lever. Pour la gestion des eaux, l'exploitant doit :

- résoudre les non-conformités pour assurer la séparation des eaux usées et des eaux pluviales ;
- assurer la maintenance de la commande de la vanne des eaux d'extinction ;
- réaliser le plan de l'ensemble des réseaux du site et
- obtenir la convention de rejets auprès du syndicat des eaux.

L'exploitant doit mettre en place la détection automatique d'incendie et le report de l'alarme incendie au poste de garde dans le local de stockage de palettes extérieur.

Au niveau des contrôles périodiques, l'exploitant doit fournir le contrôle des poteaux incendie à l'extérieur du site, la levée des non-conformités pour le sprinkleur et les portes coupe-feu.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Accidents / Incidents

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe I > Article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de déclarer à l'inspection des installations classées, l'arrêt du système d'extinction automatique d'incendie qui est un incident survenu du fait du fonctionnement de ses installations. Il doit préciser, dans un rapport, les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y pallier et pour éviter qu'il se reproduise.

#### Constats :

\*\*\* INSPECTION DU 28/02/2017 \*\*\*

Le 28 février 2017, l'exploitant informe l'inspection que le système d'extinction automatique est à l'arrêt depuis Août 2016 suite au dysfonctionnement du clapet de la crépine.

Lors de l'inspection du 21/03/2012, l'exploitant déclare qu'un accident est survenu sur le site : un poids-lourd a percé sa cuve de gazole. Le gazole s'est répandu. Le SDIS (service départemental d'incendie et de secours) s'est déplacé pour effectuer une intervention. Le débourbeur-séparateur d'hydrocarbures du parking PL a été nettoyé à la suite de l'accident. La pollution a été maintenue sur site.

L'exploitant n'a pas informé l'inspection du déversement de gazole ni préciser notamment, les circonstances et les causes de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

NC 1.1 et NC 3.1 : L'exploitant est tenu de déclarer à l'inspection des installations classées, l'arrêt du système d'extinction automatique d'incendie qui est un incident survenu du fait du fonctionnement de ses installations. Il doit préciser, dans un rapport, les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y pallier et pour éviter qu'il se reproduise,



conformément à l'article 3 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral n°93.1112 du 02 avril 1993.

**\*\*\* INSPECTION DU 18/06/2024 \*\*\***

Dans son courrier du 09/03/2021, l'exploitant indique avoir pris les mesures suivantes :

- en cas de dysfonctionnement de l'installation du système d'extinction automatique, une procédure a été mise en place, dont l'objet est la mise en sécurité des collaborateurs ;
- en complément un document entreprise intitulé : « indisponibilité du système sprinkleur » est à renseigner afin d'être communiqué aux interlocuteurs indiqués,
- un document « Fiche de notification d'accident / incident » doit être complété et envoyé à la préfecture car celui-ci permet d'analyser l'événement en identifiant les causes, les conséquences et les mesures prises afin d'éviter que cela ne se reproduise.

→ La non-conformité est levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Réseaux séparatifs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe III > Article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

Les eaux usées autres que celles résultant de l'activité industrielle doivent être collectées séparément et rejetées selon les prescriptions sanitaires en vigueur.

**Constats :**

**\*\*\* INSPECTION DU 28/02/2017 \*\*\***

L'exploitant n'a pas justifié que les réseaux eaux pluviales / eaux usées sont de type séparatif sur son site.

NC 3.2 : L'exploitant doit justifier que les réseaux eaux pluviales / eaux usées sont de type séparatif sur son site, conformément à l'article 3, annexe III de son arrêté préfectoral du 2 avril 1993.

**\*\*\* INSPECTION DU 18/06/2024 \*\*\***

L'exploitant présente le rapport de géolocalisation des réseaux enterrés par méthodes non destructives par la société CEDE en date du 18/08/2017.

L'exploitant indique que le syndicat du Val d'Orge est venu faire une inspection des réseaux à l'intérieur du site.

Le plan établi par la société SNE QUANTITEC du 11 janvier 2023 indique des non-conformités dans les rejets des eaux usées.

→ **Non-conformité : L'exploitant ne peut pas justifier que les réseaux eaux pluviales / eaux usées sont de type séparatif sur son site.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale



**Proposition de délais : 6 mois**

**N° 3 : Rejets aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe III > Article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

Les effluents aqueux de l'établissement ne peuvent être rejetés qu'après avoir été débarrassés des débris solides éventuels, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- température inférieure à 30°C,
- pH compris entre 6 et 8,5 [...]
- absence de composés cycliques hydroxylés et de leurs dérivés halogénés,
- concentration en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/L (norme NF T 90.114)

**Constats :**

\*\*\* INSPECTION DU 28/02/2017 \*\*\*

L'exploitant n'a pas justifié que les effluents aqueux en sortie du site ont une concentration en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/L

NC 3.3 : L'exploitant doit justifier que les effluents aqueux du site ont une concentration en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/L conformément à l'article 7, annexe III de son arrêté préfectoral du 2 avril 1993.

\*\*\* INSPECTION DU 18/06/2024 \*\*\*

L'exploitant fournit :

- le compte-rendu des analyses des rejets aqueux par la société SGS en date du 28/04/2020 : les résultats sont conformes,
- le contrat avec la société DIPAN pour 2 analyses annuelles des rejets aqueux en date du 29/09/2020.

L'exploitant fournit également le contrôle des rejets aqueux par la société EUROFINS en date du 26/06/2023 : Conforme.

→ La non-conformité est levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Sprinkleur – Conformité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe VII > Article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et judicieusement répartis en fonction de la localisation de ceux-ci.
<b>Constats :</b>  *** INSPECTION DU 28/02/2017 ***  L'exploitant n'a pas mis en conformité le système d'extinction automatique à eau.  NC 3.4 : L'exploitant doit mettre en conformité le système d'extinction automatique à eau conformément à l'article 10, annexe VII de son arrêté préfectoral du 2 avril 1993.  *** INSPECTION DU 18/06/2024 *** L'exploitant indique que le système d'extinction automatique fait l'objet d'un contrat de maintenance comprenant l'ensemble de l'installation ainsi que des essais hebdomadaires.  L'exploitant fournir le compte-rendu de vérification semestrielle (Q1) du 23/09/2020 : pas de points de non-conformité susceptibles de mettre en échec le système.  → La non-conformité est levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Installations de protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, [...]. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
<b>Constats :</b>  *** INSPECTION DU 28/02/2017 ***  L'exploitant ne justifie pas que l'installation de protection contre la foudre est conforme suite au contrôle d'un organisme compétent différent de l'installateur et il ne remédie pas aux



dysfonctionnements constatés lors des vérifications périodiques.

NC 3.5 : L'exploitant doit justifier de la mise en conformité du système de protection contre la foudre conformément à l'article 20 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

\*\*\* INSPECTION DU 18/06/2024 \*\*\*

L'exploitant fournit le compte-rendu de la vérification complète des installations de protection contre la foudre par la société Bureau Veritas en date 09/08/2017 : conforme.

→ La non-conformité est levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Vérifications des installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe VII > Article 7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

L'installation électrique doit être conçue, réalisé et entretenue conformément aux règles de l'art.  
[...]

Un contrôle périodique de l'installation doit être effectué par les soins d'un organisme compétent . Les comptes rendus que celui-ci établit à l'occasion de ses visites sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées .

**Constats :**

\*\*\* INSPECTION DU 28/02/2017 \*\*\*

L'exploitant n'a pas justifié d'actions correctives pour les non-conformités électriques importantes pour la sécurité.

NC 3.6 : L'exploitant doit justifier de la mise en place d'actions correctives pour les non-conformités électriques importantes pour la sécurité conformément à l'article 7, annexe VII de son arrêté préfectoral du 2 avril 1993.

\*\*\* INSPECTION DU 18/06/2024 \*\*\*

L'exploitant fournit :

- le compte-rendu de vérification des installations électriques par la société Bureau Veritas en date du 18/03/2020 : non-conformités relevées.
- le rapport d'intervention de la société VIGILIS pour la levée des non-conformités en date du 17/11/2020.

→ La non-conformité est levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe VII > Article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]La toiture est réalisée avec des éléments Incombustibles.</p> <p>Toutefois, La toiture comporte au moins sur 2 p. 100 de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de La chaleur).</p> <p>Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est calculée en fonction, d'une part, de la nature des matières entreposées, d'autre part, des dimensions de l'entrepôt ; elle n'est jamais inférieure à 0,5 p. 100 de la surface totale de la toiture.</p> <p>La commande manuelle des exutoires de fumée et de chaleur doit être facilement accessible depuis Les issues de secours .</p> <p>L'ensemble de ces éléments est localisé en dehors de La zone de quatre mètres de part et d'autre de La paroi coupe -feu séparant Les zones définies au paragraphe 6° de la présente annexe.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>*** INSPECTION DU 28/02/2017 ***</p> <p>L'exploitant n'a pas justifié de la surface occupée par les systèmes d'évacuation des fumées.</p> <p>NC 3.7 : L'exploitant doit justifier de la surface occupée par les systèmes d'évacuation des fumées conformément à l'article 1, annexe VII de son arrêté préfectoral du 2 avril 1993.</p> <p>*** INSPECTION DU 18/06/2024 ***</p> <p>L'exploitant indique que la société IDEA a réalisé le calcul suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- surface de l'entrepôt (surface de stockage) = 26 500 m<sup>2</sup> ;</li> <li>- surface fusible requise par arrêté préfectoral : 2 %, soit 530 m<sup>2</sup>. La toiture comporte 132 voûtes en polyester de 13,20 m<sup>2</sup> unitaire soit un total de 1 742,40 m<sup>2</sup> pour 530 m<sup>2</sup> requis ;</li> <li>- surface totale d'évacuation de fumée requise : 0,5 % soit 132,50 m<sup>2</sup>. La toiture comporte 111 ouvrants sur voûtes d'une surface unitaire de 2,25 m<sup>2</sup>, soit un total de 249,75 m<sup>2</sup> pour 132,50 m<sup>2</sup> requis.</li> </ul> <p>L'exploitant ne présente pas les plans des systèmes d'évacuation de fumée ainsi que les feuilles de calcul permettant de justifier de la conformité des surfaces.</p> <p><b>-&gt; Non-conformité : L'exploitant n'a pas pu justifier de la surface occupée par les systèmes d'évacuation des fumées.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois



**N° 8 : Murs coupe-feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe VII > Article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Constructif
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'entrepôt est divisé en 3 cellules de 10 000 m <sup>2</sup> chacune isolées par des parois coupe-feu de degré deux heures. Les baies de communication doivent être munies de portes coupe-feu de degré une heure dotées de ferme-porte. Si pour des raisons d'exploitation, celles-ci devaient rester en position ouverte, asservir Leur fermeture soit à des détecteurs autonomes déclencheurs placés de part et d'autre de chaque baie, soit à une installation de détection sensible aux fumées et gaz de combustion. L'entrepôt est séparé des locaux techniques et des bureaux par un mur coupe-feu deux heures muni de portes coupe-feu 1/2 heure.
<b>Constats :</b>  *** INSPECTION DU 28/02/2017 ***  L'exploitant n'a pas justifié du degré coupe-feu des murs séparatifs inter-cellules et des murs séparant les bureaux, la chaufferie et l'atelier de maintenance des cellules de stockage.  NC 3.8 : L'exploitant doit justifier du degré coupe-feu des murs séparatifs inter-cellules et des murs séparant les bureaux et l'atelier de maintenance des cellules conformément à l'article 2, annexe VII de son arrêté préfectoral du 2 avril 1993.  *** INSPECTION DU 18/06/2024 *** L'exploitant fournit : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'audit de sécurité relatif au caractère coupe-feu des murs entre cellules par la société Bureau Veritas en date du 25/05/2020 : non-conformités relevées ;</li><li>- l'audit de sécurité relatif au caractère coupe-feu des murs entre cellules par la société Bureau Veritas en date du 12/11/2020 : conforme, non-conformités levées.</li></ul> → La non-conformité est levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Produits dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe III > Article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé ou à la sécurité publique, ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement de s installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables et de favoriser



la manifestation d'odeurs, saveurs ou colorations anormales dans les eaux naturelles lorsqu'elles sont utilisées en vue de l'alimentation humaine.

**Constats :**

\*\*\* INSPECTION DU 28/02/2017 \*\*\*

L'exploitant stocke des produits dangereux pour l'environnement, corrosifs et inflammables sans rétention.

NC 3.9 : L'exploitant doit stocker les produits dangereux pour l'environnement, corrosifs et inflammables sur rétention conformément à l'article 1, annexe III de son arrêté préfectoral d'autorisation du 2 avril 1993.

\*\*\* INSPECTION DU 18/06/2024 \*\*\*

Dans son courrier du 09/03/2021, l'exploitant indique avoir réalisé la liste des produits dangereux pour l'environnement, corrosifs et inflammables.

L'exploitant indique avoir réalisé l'achat de bacs de rétention.

L'inspection constate la présence de nombreux bacs de rétention.

-> La non-conformité est levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Atelier de charge d'accumulateurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe VIII > Article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétentions

**Prescription contrôlée :**

Le sol de l'atelier est imperméable et présente une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation. Les murs sont recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol.

**Constats :**

\*\*\* INSPECTION DU 28/02/2017 \*\*\*

Le sol du local de charge n'est pas étanche aux acides.

NC 3.10 : L'exploitant doit rendre le sol du local de charge imperméable conformément à l'article 4, annexe VIII de son arrêté préfectoral du 2 avril 1993.

\*\*\* INSPECTION DU 18/06/2024 \*\*\*

L'exploitant présente le procès-verbal de réception du 16/11/2020 par la société QUALIDAL pour la



réfection du sol du local de charge.

L'inspection constate que le sol du local de charge a bien été repris.

-> La non-conformité est levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Permis de feu**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe VII > Article 15

**Thème(s) :** Risques accidentels, Lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

[...] Dans le cas de travaux par points chauds, les mesures suivantes sont prises :

- aspiration des poussières dans la zone de travail avant le début des travaux,
- délivrance d'un permis de feu pour une durée précisée avec fixation de consignes particulières,
- contrôle de la zone d'opération deux heures au moins après la cessation des travaux.

**Constats :**

\*\*\* INSPECTION DU 28/02/2017 \*\*\*

Il n'y a pas de contrôle de la zone ayant bénéficié d'un permis de feu quelques heures après la fin des travaux.

NC 3.11 : L'exploitant doit contrôler la zone ayant bénéficié d'un permis de feu deux heures au moins après la cessation des travaux conformément à l'article 15, annexe VII de son arrêté préfectoral du 2 avril 1993.

\*\*\* INSPECTION DU 18/06/2024 \*\*\*

L'exploitant présente un permis feu vierge. Celui mentionne bien une ronde à effectuer 2 heures après la fin des travaux par points chauds.

→ La non-conformité est levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : État des matières stockées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > Article 1.4

**Thème(s) :** Situation administrative, Stockage

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations



classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : [...]

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

**Constats :**

\*\*\* INSPECTION DU 28/02/2017 \*\*\*

L'exploitant indique que le classement des produits en tant qu'aérosol a été fait par famille de produits et non en se référant à la FDS de chaque produit

Rq 1.1 : L'exploitant doit affiner le classement des produits stockés à classer en tant qu'aérosols.

\*\*\* INSPECTION DU 18/06/2024 \*\*\*

Dans son courrier du 09/03/2021, l'exploitant indique qu'il a mis en place une base article qui sera directement associée au système informatique et classée par rubrique.

L'inspection constate pour chaque produit, l'exploitant recherche le classement dans la FDS et le produit est classé en priorité dans la catégorie aérosols.

→ La remarque est levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : Quantités stockées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > Article 1.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Stockage

**Prescription contrôlée :**

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation.

**Constats :**

\*\*\* INSPECTION DU 28/02/2017 \*\*\*

La quantité maximale autorisée dans l'état des stocks s'élève à 1797 m<sup>3</sup> alors qu'il est indiqué 380 m<sup>3</sup> dans la situation administrative.

Rq 1.2 : Le volume maximal à indiquer dans l'état des stocks au titre de la rubrique 1530 est 380 m<sup>3</sup>.



\*\*\* INSPECTION DU 18/06/2024 \*\*\*

Dans son courrier du 09/03/2021, l'exploitant indique qu'un suivi des stocks au titre de la rubrique 1530 a été rajouté aux autres rubriques ICPE pour une édition hebdomadaire.

L'exploitant présente l'état des stocks au 04/06/2024 :

Solides combustibles :

- 1450 : 0,16 tonnes (maxi 37 tonnes)
- 1510 : 20 748 tonnes (maxi 10 000 tonnes)
- 1530 : 179,16 m<sup>3</sup> (maxi 379 m<sup>3</sup>)
- 1532 : 1 578 m<sup>3</sup> (maxi 1 700 m<sup>3</sup>)
- 2663 : 18,90 (maxi 1 000 m<sup>3</sup>)
- 2663-2 : 52 m<sup>3</sup> (maxi 990 m<sup>3</sup>)
- 2714 : 82 m<sup>3</sup> (maxi 300 m<sup>3</sup>)
- 4801 (charbon de bois) : 16 tonnes (maxi 9,07 tonnes)
- 4331 (liquides inflammables) : 0,38 tonnes (non classé)

Liquides combustibles :

- 1436 : 0,82 tonnes (non classé)

Liquides inflammables :

- 4331 : 0,38 tonnes (maxi 18 tonnes)

Gaz inflammables

- 4320 (aérosols) : 1,78 tonnes (maxi 70 tonnes)
- 4321 : 0,54 tonnes (maxi 10 tonnes)
- 4718 : 0,7 tonnes (Non classé)

Dangereux pour l'environnement :

- 4510 : 7,31 tonnes (maxi 58 tonnes)
- 4511 : 0,51 tonnes (maxi 44 tonnes)

L'inspection constate que l'état des stocks du 04/06/2024 ne présente pas les quantités stockées de palettes bois (rubrique 1532).

L'exploitant présente l'état des stocks du 18/06/2024 : celui comprend le stockage de palettes en bois, à savoir :

- 1532 : 1578 m<sup>3</sup> (quantité maxi : 1 700 m<sup>3</sup>).

L'exploitant présente une brochure de vulgarisation des produits stockés par catégorie ICPE.

-> La remarque est levée.

**Type de suites proposées : Sans suite**



**N° 14 : Bâche incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe VII > Article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et judicieusement répartis en fonction de la localisation de ceux - ci. Ces équipements doivent être maintenus en bon état et faire l'objet d'un contrôle périodique par les soins d'une personne compétente. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspecteur des installations classées, de l'exécution de cette vérification.
<b>Constats :</b>  *** INSPECTION DU 28/02/2017 ***  L'inspection constate qu'il n'y a pas de repère permettant à l'exploitant de assurer que qu'il y la quantité minimale d'eau nécessaire au fonctionnement du système d'extinction automatique.  Rq 3.1 : L'exploitant disposera d'un repère sur la bâche incendie permettant de l'informer si la quantité d'eau présente dans la bâche incendie est suffisante.  *** INSPECTION DU 18/06/2024 *** Dans son courrier du 09/03/2021, l'exploitant indique dans son courrier du 09/03/2021, qu'un indicateur de niveau a été placé sur la bâche incendie pour un contrôle visuel.  L'inspection constate la mise en place de l'indicateur de niveau et que la bâche incendie est à son niveau maxi.  -> La remarque est levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Voie engins**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe II > Article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie de 4 mètres de largeur et de 3,50 mètres de hauteur libre est maintenue dégagée pour la circulation sur le demi-périmètre au moins de l'entrepôt. Cette voie, extérieure à l'entrepôt, doit permettre l'accès des camions-pompes des sapeurs pompiers [...].



**Constats :**

\*\*\* INSPECTION DU 28/02/2017 \*\*\*

L'accès à la voie pompiers par un des deux côtés est rendu difficile par la présence d'un plot en béton qui sert à protéger le grillage des camions qui reculent.

Rq 3.2 : L'exploitant doit rendre tous les accès de la voie pompiers accessibles.

\*\*\* INSPECTION DU 18/06/2024 \*\*\*

L'inspection constate que les accès de la voie pompiers sont accessibles.

-> La remarque est levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 16 : Plan des réseaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > Article 1.6.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnexions ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

**Constats :**

\*\*\* INSPECTION DU 28/02/2017 \*\*\*

L'exploitant n'a pas fourni un plan des réseaux tenu à jour.

Rq 3.3 : Il convient que l'exploitant fournisse un plan des réseaux tenu à jour.

\*\*\* INSPECTION DU 18/06/2024 \*\*\*

L'exploitant présente le plan des réseaux établi par la société SNE QUANTITEC du 11 janvier 2023.

Le plan ne présente que les réseaux d'évacuation des eaux.



→ Non-conformité : L'exploitant n'a pas intégré dans le plan des réseaux, le réseau d'eau potable avec les dispositifs (disconnecteurs...) et ouvrages (vannes, compteurs...) associés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 17 : Alarme

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > Article 12

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection automatique d'incendie

**Prescription contrôlée :**

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. [...]

**Constats :**

\*\*\* INSPECTION DU 28/02/2017 \*\*\*

L'exploitant ne formalise pas les tests effectués pour s'assurer du bon fonctionnement des hauts-parleurs utilisés pour l'alarme incendie.

Rq 3.4 : Il convient que l'exploitant formalise les tests effectués pour s'assurer du bon fonctionnement des hauts-parleurs utilisés pour l'alarme incendie.

\*\*\* INSPECTION DU 18/06/2024 \*\*\*

L'exploitant fournit le compte-rendu de vérification des sirènes du site par la société SCUTUM Incendie en date du 09/04/2020 : conforme.

→ La non-conformité est levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 18 : Matières dangereuses – Aérosols

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe II > Article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exploitation

**Prescription contrôlée :**

Les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet



d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux.

La cellule de 800 m<sup>2</sup> est dédiée au stockage du pétrole lampant dans les conditions prévues dans l'étude de dangers, à savoir sur un rack simple de 10 mètres de long et de 4 niveaux, le long de la paroi la séparant de la cellule C.

Les allées susceptibles d'accueillir des aérosols doivent disposer des équipements adaptés, notamment une cage maillée permettant de contenir les effets missiles et un système d'extinction automatique adapté.

**Constats :**

L'inspection constate que l'aménagement pour le stockage de matières dangereuses n'est pas surmonté d'un étage ou d'un niveau.

La cellule de 800 m<sup>2</sup> pour le stockage de pétrole n'est pas utilisée actuellement pour le stockage de pétrole mais pour du stockage de matières combustibles (1510) et de palettes bois (1532).

Le stockage des aérosols est réalisé derrière un grillage.

Toutefois, le sprinkleur n'est pas adapté au stockage des aérosols dans la zone des aérosols.

L'exploitant indique que le stockage d'aérosols va s'arrêter à l'échéance du dernier trimestre 2024.

Les aérosols passeront en transit mais ne seront pas stockés.

**-> Non-conformité : L'exploitant n'a pas pu justifier que le système d'extinction est adapté au stockage des aérosols.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 19 : Convention de rejets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe III > Article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal est fixé par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.

**Constats :**

**→ Non-conformité : L'exploitant n'a pas pu présenter la convention de rejet entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.**



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 20 : Confinement des eaux polluées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe III > Article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique ou manuel d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que les eaux d'extinction sont retenues dans les cours camions et dans les douves.</p> <p>Elles transitent par un séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>En sortie du séparateur d'hydrocarbures, il y a une pompe de relevage pour envoyer les eaux dans le réseaux des eaux pluviales communales.</p> <p>En cas d'incendie, la pompe de relevage est mise à l'arrêt par un dispositif coup de poing situé à proximité de la vanne d'isolement.</p> <p>L'exploitant présente le rapport de maintenance préventive pour les 2 pompes de relevage des</p>



eaux pluviales (une située au niveau des quais du stockage de palettes couvert à l'extérieur de l'entrepôt et l'autre après le séparateur) et la pompe de relevage des eaux usées : conforme.

L'inspection demande à l'exploitant de procéder à l'arrêt de la pompe de relevage par action sur le dispositif coup de poing. Le test n'est pas concluant et l'arrêt de la pompe de relevage n'est pas effectif.

**-> Non-conformité : L'exploitant n'a pas pu justifier de la fermeture de la vanne d'isolement des eaux d'extinction.**

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale**

**Proposition de délais : 3 mois**

#### N° 21 : Détection incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe VII > Article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques

**Prescription contrôlée :**

La détection automatique d'incendie dans les cellules de stockage avec transmission de l'alarme à l'exploitant et actionnement d'une alarme perceptible en tout point des cellules est obligatoire, Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés.

Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

**Constats :**

La détection incendie est assurée par le sprinkler dans les cellules de stockage.

Dans le rapport de vérification du sprinkler par la société AAI en date du 11/11/2023, la société AAI n'atteste pas que les produits stockés sont compatibles avec la protection ESFR / CMSA.

Il n'y a pas de détection au niveau du stockage extérieur de palettes (voir point n°25).

**-> Non-conformité : L'exploitant n'a pas pu démontrer :**

- la compatibilité de la détection avec la nature des produits stockés et le mode de stockage ;
- la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale**

**Proposition de délais : 3 mois**



**N° 22 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe VII > Article 11

**Thème(s) :** Risques accidentels, Lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'entrepôt est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes

en vigueur, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150 (bouches, poteaux.....), publics ou privés. L'accès extérieur à chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie et ceux-ci sont répartis judicieusement. Ce réseau d'eau, public ou privé, complété par une réserve d'eau propre au site de 240 m<sup>3</sup>, permet de fournir en toutes circonstances, sous une pression minimale dynamique de 1 bar, le débit en simultané de 480 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures. La zone de manœuvre de la réserve d'eau est implantée hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 3 KW/m<sup>2</sup> ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- des robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel ;

L'exploitant justifie au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.

Le système d'extinction automatique d'incendie est conçu, installé et entretenu régulièrement, conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.

L'exploitant assure une vérification hebdomadaire du niveau d'eau présent dans le bassin extérieur, grâce à un repère visuel défini. Cette réserve d'eau est vidangé et contrôlé une fois par an. Au cours, de cette opération de maintenance, l'exploitant met en oeuvre des mesures temporaires de protection contre l'incendie.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

**Constats :**

L'exploitant présente le rapport de vérification des débits en simultané par la société SDER en date du 10/06/2024 qui atteste d'un débit en simultané des 5 poteaux incendie à 1 bar de 262 m<sup>3</sup>/h.

Le débit minimum est assuré par :

- les 5 poteaux incendie présents dans le site (débit simultané de 262 m<sup>3</sup>/h) ;
- la réserve incendie de 240 m<sup>3</sup> (120 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures) ;
- 2 poteaux publics situés à moins de 100 mètres de la voie engins (poteaux n° 201 et 203).



Ce débit simultané ajouté à la réserve incendie de 240 m<sup>3</sup> permet d'assurer un débit minimum de 480 m<sup>3</sup>/h.

La zone de manœuvre de la réserve d'eau est implantée hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 3 KW/m<sup>2</sup>.

Le niveau de la réserve d'eau du sprinkleur est vérifié chaque semaine. Un registre hebdomadaire a été récemment mis en place.

→ **Non-conformité : L'exploitant n'a pas présenté la vérification des débits unitaires disponibles sur le réseau communal (poteaux n° 201 et 203).**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 23 : Maintenance et Vérification

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe VII > Article 12

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

**Constats :**

**Installations électriques :**

- Vérification réalisée (Q18) par la société Bureau Veritas en date du 14/05/2024 : Conforme : l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion

**Installations pour la protection contre la foudre :**

- Vérification visuelle réalisée par la société SAP en date du 03/06/2024 : Non-Conformités  
- Bon de commande signé pour la levée des non-conformités par la société SAP à la suite de la vérification visuelle en date du 14/06/2024 ;  
- Vérification complète réalisée par la société SAP en date du 05/05/2023 : Conforme  
- Bon de commande signé du 25/05/2023 pour la levée des non-conformités par la société SAP à la suite de la vérification complète du 05/05/2023

**Sprinkleur :** Vérification réalisée (Q1) par la société APSAD en date du 11/12/2023 : Points de non-conformité sans risque de mise en échec

**Robinet d'Incendie Armés :**

- Vérification réalisée par la société AAI en date du 10/10/2023 : Non-conformités  
- Levée des non-conformités par la société SPRINKLER 45 en date du 01/03/2024



**Détection incendie : Voir Sprinkleur**

**Portes coupe-feu (PCF):** Vérification réalisée par la société KINGSPAN en date du 07/05/2024 :  
Non-conformités (PCF 5 et PCF 7 bis en mauvais état)

**Désenfumage :**

- Vérification réalisée par la société SIA en date du 25/10/2023 : Non-conforme
- Fiche d'intervention pour la levée de certaines non-conformités par la société SIA en date du 24/11/2023
- Bon de commande signé le 11/03/2024 pour la levée des dernières non-conformités par la société SIA

**Extincteurs :** Vérification réalisée par la société CHUBB en date du 29/03/2024 : Non-conformités

**Poteaux incendie :**

- Vérification des débits unitaires par la société CHUBB en date du 07/06/2024 : Conforme
- Bon de commande pour la vérification des débits en simultané par la société SDER, signé en date du 02/05/2024
- Vérification des débits en simultané par la société SDER en date du 10/06/2024 : conforme.

**Blocs Autonomes d'Éclairage de Sécurité (BAES) :** Vérification réalisée par la société LUMINEM en date du 14/05/2024 : Conforme

-> **Non-conformité :** L'exploitant n'a pas pu justifier de la levée des non-conformités recensées à la suite des vérifications du sprinkleur et des portes coupe-feu.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 24 : Stockage des bouteilles de gaz**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe VII > Article 16

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stockage

**Prescription contrôlée :**

Le stockage de bouteilles de propane est positionné de manière à ce qu'aucun effet irréversible suite à l'explosion d'une bouteille de gaz ne sorte du site. Il ne doit pas engendrer d'effets dominos sur les installations. Le stockage fait l'objet d'un marquage au sol et il est correctement signalé et protégé de tout risque de choc de véhicules.

**Constats :**

L'inspection constate que le stockage de propane est réalisé dans des cages protégeant de tout risque de choc de véhicules.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 25 : Stockage de palettes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/1993, article Annexe VII > Article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le local de stockage de palettes est équipé : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un système de détection automatique d'incendie ;</li><li>- d'un système d'alarme incendie reporté au poste de garde;</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant précise que la mise en conformité du local de stockage de palettes est budgétisé pour l'année 2025.  Techniquement, les premières études montrent une difficulté d'équiper ce bâtiment car il est ouvert et il y a parfois de la poussière qui pourrait perturber la détection incendie.  <b>Non-conformité : L'exploitant n'a pas équipé le local de stockage de palettes :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un système de détection automatique d'incendie ;</li><li>- d'un système d'alarme incendie reporté au poste de garde.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 26 : Bénéfice d'antériorité 1510**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 24/09/2020, article Notice
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Antériorité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le décret étend le régime d'enregistrement pour les rubriques 1510, 1511, 1530, 1532, 2662, 2663 et modifie les libellés de ces rubriques dans l'objectif de considérer le classement au niveau de l'entrepôt dans son ensemble et limiter les doubles classements, notamment avec les rubriques 1511, 1530, 1532 (hors produits susceptibles de dégager des poussières inflammables qui restent soumis spécifiquement à autorisation), 2662 et 2663. La nécessité de considérer l'entrepôt dans son ensemble fait partie du retour d'expérience de l'accident de Lubrizol, ainsi que les renforcements réglementaires prévus dans l'arrêté lié au présent décret.
<b>Constats :</b>  L'entrepôt est classé pour les rubriques 1510 et 1532.  Le décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 étend le régime d'enregistrement pour les rubriques 1510, 1511, 1530, 1532, 2662, 2663 et modifie les libellés de ces rubriques dans l'objectif de considérer le classement au niveau de l'entrepôt dans son ensemble et limiter les doubles



classements, notamment avec les rubriques 1511, 1530, 1532 (hors produits susceptibles de dégager des poussières inflammables qui restent soumis spécifiquement à autorisation), 2662 et 2663.

L'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 a été modifié par l'arrêté du 24 septembre 2020 afin de mettre notamment en cohérence les arrêtés des rubriques 1510, 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663 et définir les mesures transitoires applicables suite à la modification de la nomenclature ICPE visant notamment à étendre le régime d'enregistrement pour ces rubriques.

Un guide d'application de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 a été validé en date du 8 février 2021. Ce guide permet de déterminer le classement au titre de la rubrique 1510.

→ Il appartient à l'exploitant de demander le bénéfice d'antériorité pour la rubrique 1510 à la suite de la parution du décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020, suivant la détermination du classement de l'entrepôt selon le guide d'application de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 validé en date du 8 février 2021.

L'exploitant adressera la demande dans un courrier auto-portant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 27 : Bénéfice d'antériorité 2910

**Référence réglementaire :** Décret du 03/08/2018, article Notice

**Thème(s) :** Situation administrative, Antériorité

**Prescription contrôlée :**

Le décret transpose la directive 2015/2193 du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes. Il modifie l'intitulé des rubriques 2910 (Combustion), 2770 et 2771 (Incinération). Il modifie les seuils d'autorisation et de déclaration qui débutent à 1 MW au lieu de 2 MW précédemment.

**Constats :**

L'entrepôt possède une chaufferie d'une puissance déclarée de 1,2 MW.

Le décret n° 2018-704 du 03/08/2018 vient modifier le seuil de déclaration qui débute à 1MW au lieu de 2 MW précédemment.

→ Il appartient à l'exploitant de demander le bénéfice d'antériorité pour la rubrique 2910 à la suite de la parution du décret n° 2018-704 du 03/08/2018.



L'exploitant adressera la demande dans un courrier auto-portant.
--

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
--

Proposition de délais : 3 mois
--------------------------------



